

Paris, le 21 juin 2012

**Construction: Des leviers de croissance existent
dans une économie mondiale au ralenti**
Analyse de l'assureur-crédit Euler Hermes

- Les pays émergents tirent l'activité du secteur
- Des relais de croissance: la rénovation, la mise aux normes environnementales, l'immobilier de bureau
- Freins : l'endettement des États, la dégradation de la situation financière des ménages
- La rentabilité des entreprises s'érode: prix élevés des matières premières, stagnation des mises en chantier, notamment dans le Sud de l'Europe

Les acteurs politiques et financiers ont souvent misé sur la construction pour relancer la croissance. Mais ces politiques de soutien ne sont pas sans conséquences – comme le montre la flambée des prix de l'immobilier observée sur la période 2000-2010 dans de nombreux pays.

« Ces politiques économiques ont souvent un coût élevé. Aujourd'hui, il devient difficile de les actionner du fait de la dette des États et des conditions de financement des ménages, » souligne [Ludovic Subran, chef économiste du groupe Euler Hermes](#). « Le coup de frein sur les politiques de soutien se fait sentir dans tous les pays développés et de manière particulièrement aiguë dans les pays du sud de l'Europe. Ces évolutions confortent le déplacement du centre de gravité du secteur de la construction vers les pays émergents où les perspectives de croissance sont beaucoup plus favorables. Pour les entreprises françaises qui n'ont pas accès à ces marchés, 2012 et 2013 seront de nouveau des années de grande vulnérabilité. »

Un faisceau de conditions difficiles

A l'endettement des États et aux [prévisions de croissance économique](#) défavorables des pays développés, s'ajoutent l'augmentation du ratio de dette hypothécaire des ménages.

- Il atteint cette année 85% du PIB au Royaume-Uni, 76,5% aux Etats-Unis
- Les limites de l'allongement de la durée des prêts, jusqu'à 50 ans en Espagne
- En France, la durée moyenne est de 17 ans, mais 16% des prêts se font désormais sur des périodes comprises entre 25 et 30 ans
- Depuis 2000, les revenus progressent moins vite que le prix des logements dans la plupart des pays.

Dans ce contexte économique difficile, les entreprises du secteur sont aussi confrontées à une baisse de leur rentabilité. Si la rentabilité des grands groupes européens et américains reste supérieure à celle des groupes asiatiques, elle s'érode néanmoins année après année. Les groupes européens ont vu leur rentabilité reculer de 1,4 point en deux ans. Celle des entreprises françaises est attendue en baisse en 2012 à 3,4% du chiffre d'affaires.

« Le tissu français du BTP, composé d'une majorité de petites entreprises, est fragile. Confrontées à une stagnation de l'activité, à des tensions sur les prix et au coût élevé des matières premières, certaines entreprises n'ont pas la solidité financière qui leur permettrait de résister. En conséquence, la sinistralité, déjà très haute en 2011, va continuer d'augmenter en 2012. Nous prévoyons en France 15 000 défaillances d'entreprises dans le secteur cette année, » conclut Didier Moizo, conseiller sectoriel du groupe Euler Hermes.

Légère hausse d'activité en 2012

Toutefois, malgré un environnement peu favorable, en 2012, l'indice d'activité du secteur de la construction (en volume) est attendu en hausse de 2% au niveau mondial, grâce au dynamisme des pays émergents (Chine +8,9% ; Inde +6,7% ; Brésil +6,6%). Sur la zone euro, en revanche, l'indice est attendu en baisse (-1,2%), en grande partie à cause des pays méditerranéens : - 2,6% en Grèce et - 4,5% en Espagne où l'explosion de la bulle immobilière laisse des traces durables. D'autres pays européens affichent encore des progressions, toutefois modestes : France +0,2% ; Royaume-Uni +0,4%, Allemagne +0,7%.

Avec un indice en hausse en 2012 (+1,8%), les États-Unis confirment leur sortie progressive de la crise.

Le rôle moteur des pays émergents

La montée en puissance des marchés des pays émergents, où les besoins d'infrastructures, d'équipements et de logements restent immenses, apparaît comme le principal moteur de croissance du secteur de la construction. A titre d'exemple, le déficit de logements est estimé à 24 millions en Inde. Il est de 10 millions de logement au Brésil où une grande part de l'habitat urbain est à reconstruire.

« Beaucoup moins endettés que les pays développés, ces États ont les moyens de financer de grands projets d'infrastructures et de soutenir massivement la construction de logements, rendue indispensable par une urbanisation accélérée, » explique Ludovic Subran. *« Ces pays peuvent tabler sur une bonne croissance dans les années à venir, mais leur PIB par habitant reste faible. Par ailleurs, le prix des logements ont tendance à augmenter plus vite que les revenus des ménages. L'accès au crédit et l'évolution des revenus sont donc cruciaux pour la croissance du marché de la construction de logements. »*

Relais de croissance

Au-delà de la dynamique des pays émergents, le secteur de la construction peut trouver des relais significatifs de croissance.

- Il s'agit d'une part de l'application des normes environnementales visant à réduire les émissions de CO₂ et à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments; ce marché représente un potentiel de 550 milliards de dollars, sachant que le surcoût d'un bâtiment HQE est de 15%.
- Un deuxième relais réside dans la rénovation du parc existant. 80% des bâtiments ne sont pas aux normes environnementales et le parc de certains pays est très dégradé (75% des bâtiments existants en Russie et 40% en Pologne).
- Euler Hermes constate que la construction de locaux commerciaux et administratifs redémarre en Europe de l'ouest (+ 7% au premier trimestre 2012).
- Ses événements exogènes contribuent aussi à stimuler la construction, tels que la coupe du monde de football 2014 et les jeux olympiques 2016 au Brésil, ou les jeux olympiques d'hiver 2014 en Russie.

#####

Contact presse :

Groupe Euler Hermes

Bettina Sattler

Tél : +33 (0)1 84 11 61 41

bettina.sattler@eulerhermes.com

Ogilvy Public Relations Worldwide

Lorenzo Ricci

Tél. + 33 (0)1 53 67 12 83

lorenzo.ricci@ogilvy.com

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance pour les échanges commerciaux. Avec plus de 6 000 salariés présents dans plus de 50 pays, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients et **a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,27 milliards d'euros en 2011.**

Euler Hermes a développé un réseau international de surveillance permettant d'analyser la stabilité financière de plus de 40 millions d'entreprises. Au 31 décembre 2011, le groupe garantissait pour 702 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde.

Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à Euronext Paris. Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's.

www.eulerhermes.fr

Réserve : Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme " peut ", " va ", " devrait ", " s'attend à ", " projette ", " envisage ", " anticipe ", " évalue ", " estime ", " prévoit ", " potentiel " ou " continue ", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes.

La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.